

Qu'attendre encore de nos dirigeants, qui sont si navrants ?

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Les communiqués de presse triomphants ne m'ont pas convaincu : après une série de réunions internationales décevantes, aucune n'a apporté de solution aux problèmes mondiaux. Je laisse à d'autres le soin de traiter du couple inflation - récession, pour me concentrer sur les soucis géopolitiques. A cet égard, les récents conseils européen et atlantique n'ont pas obligé la Russie à rétablir la paix en Ukraine et à évacuer la Géorgie et la Moldavie. Ils n'ont pas résisté au chantage turc sur l'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède. Ils n'assurent pas notre sécurité et notre défense. Leur soutien à l'Ukraine est insuffisant.

Le soutien aux Ukrainiens est insuffisant pour une prompt victoire !

Lors de la bataille de Kiev, les Alliés ont livré rapidement à l'Ukraine des milliers d'armes antichars et antiaériennes portables qui ont permis de stopper l'invasisseur, puis d'obtenir son retrait. Aujourd'hui, c'est au compte-goutte qu'arrivent les armes lourdes et les munitions nécessaires, en particulier au Donbass, car les stocks occidentaux (hors Etats-Unis) sont très limités. Certains matériels ont dû être remis en état ; les Ukrainiens ont dû être formés à leur emploi et à leur maintenance.⁽¹⁾ Résultat, l'artillerie russe leur cause de fortes pertes humaines et matérielles.

Néanmoins, globalement, malgré la prise de Severodonetsk le 24 juin et de Lyssytchansk le 2 juillet, les offensives russes dans le Donbass ne progressent que pas à pas, à présent en direction de Bakhmut et Sloviansk. Les Ukrainiens ont même eu quelques succès du côté de Kharkiv, vers Kherson, et en mer : le 30 juin, l'armée russe s'est retirée de l'îlot Zmiinyi, ou des Serpents, qui n'a que deux hectares de superficie, mais si on y installe des systèmes antiaériens et antinavires, il permet d'interdire la partie occidentale de la mer Noire à la navigation.

La guerre s'étendra-t-elle à la Lituanie ?

Comme la Commission européenne a interdit le transit de produits technologiques, mais aussi du fer, du charbon, du ciment, etc. venant de Russie, la Lituanie a restreint le trafic sur la voie ferrée allant de Biélorussie vers Kaliningrad, via le corridor de Suwalki, long de 65 kilomètres. Selon la Russie, la réduction est de 40% à 50%, selon la première ministre de la Lituanie, l'embargo ne touche que 1% du fret, il ne s'agit que du fer et de l'acier.⁽²⁾ Si ce corridor était envahi, les Etats baltes seraient isolés. C'est pourquoi, en renfort des forces polonaises et lituaniennes, 800 soldats américains, 400 soldats britanniques, ainsi que des unités roumaines et croates, sont stationnés en Pologne, à 100 km de Suwalki.

Le Conseil atlantique de Madrid, un succès en apparence seulement !

Le Conseil atlantique des 28 et 29 juin à Madrid a mis en évidence la transformation d'une alliance régionale en organisation mondiale. Les présidents ou chefs de gouvernement de la Suède, de la Finlande, de l'Ukraine, de la Géorgie, de la Moldavie, de l'Australie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de la Corée du Sud, les six Etats membres de l'UE non membres de l'OTAN, dont Chypre, de même que les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen, le haut représentant de l'UE, ainsi que le roi de Jordanie et le président de la Mauritanie, ont été invités.

Le Conseil atlantique a examiné avec eux la situation sécuritaire en Ukraine, Géorgie et Moldavie, dans les Balkans et en mer de Chine. Il s'est félicité du renforcement de la présence américaine permanente en Europe, qui consiste en une base en Pologne, quelques avions supplémentaires en Grande-Bretagne, quelques navires additionnels à la base navale espagnole de Rota, quelques officiers de plus en Allemagne, des troupes en Roumanie et des équipements prépositionnés. Les Etats baltes et les pays de l'Est devront se contenter de ces quelques annonces, complétées par celles des Allemands, des Britanniques et des Français.

Le Conseil atlantique a entériné le concept stratégique, qui précise les tâches essentielles de l'OTAN : la dissuasion, la défense de l'Europe, la gestion de crise et la sécurité coopérative, mais aussi l'interopérabilité militaire. Elle coordonne le soutien militaire à l'Ukraine, tandis que l'UE améliore la mobilité militaire, soutient l'industrie de défense européenne, met en place les sanctions économiques contre la Russie, finance le soutien militaire aux pays du voisinage et y

gère des missions de formation. La coopération UE-OTAN, en pratique, ne réalise, à l'exception du soutien à l'Ukraine,⁽³⁾ que des progrès mineurs, comme l'ont constaté les ministres des Affaires étrangères le 20 juin 2022.



Le Conseil atlantique a élargi l'Alliance, en principe, à la Suède et à la Finlande, la Turquie ayant dit lever son veto contre une promesse de mieux contrer les mouvements kurdes jugés terroristes par Ankara et de retirer l'embargo sur les exportations d'armes qui la sanctionne, notamment pour avoir acquis des missiles antiaériens russes.⁽⁴⁾ Erdogan attendra toutefois la concrétisation des promesses pour soumettre l'adhésion à son parlement. Il a cependant fait une grande concession : il a accepté que le premier ministre de Chypre participe au dîner offert par le roi d'Espagne.

Cependant, aucun accord n'a été trouvé sur le financement commun. Sans budget, la force de réaction rapide de 300.000 soldats à haut niveau de préparation voulue par M. Stoltenberg n'existera que sur le papier.

Les 9 de Bucarest et l'Initiative des trois mers en restent au bavardage

Les dirigeants bulgares, roumains, hongrois, tchèques, slovaques, polonais, lituaniens, lettons et estoniens se sont réunis à Bucarest le 10 juin. Ils ont seulement décidé de se revoir l'an prochain, semble-t-il. Les 20 et 21 juin, à Riga, douze Etats qui jouxtent la Baltique, l'Adriatique ou la mer Noire, ont accueilli l'Ukraine en tant que partenaire participatif, mais pas comme alliée. Au lieu de demander à renforcer le flanc oriental de l'OTAN, ces dirigeants devraient instaurer un commandement politico-militaire européen. Cela dissuaderait plus Poutine que des troupes alliées, qui peuvent se retirer aussi vite d'Europe de l'Est qu'elles ont quitté l'Afghanistan ou le Sahel. En outre, ces dirigeants ont perdu de vue que la Moldavie et la Géorgie méritent aussi leur soutien.⁽⁵⁾

Le Conseil européen reste désuni et donc très faible

Le 23 juin, le Conseil européen a octroyé à l'Ukraine et à la Moldavie le statut de pays-candidat, moyennant l'accomplissement d'une feuille de route avant l'ouverture des négociations. Il a reporté la décision sur la Géorgie. Il a confirmé être favorable à «la perspective européenne des Balkans», ce qui n'est pas l'adhésion à l'UE de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie, du Kosovo, du Monténégro, de la Macédoine du Nord et de l'Albanie. C'est que les obstacles restent nombreux. Par exemple, la Bulgarie et Macédoine du Nord, candidate depuis 2005, négocient la protection de la minorité bulgare en Macédoine ; la Bosnie-Herzégovine ne remplit que 2 des 14 critères fixés par la Commission européenne ; en Serbie, le soutien à l'adhésion à l'UE a chuté de 70 à 37%.

Alors qu'il est patent, depuis vingt ans, que M. Erdogan, comme les autres autocrates, ne tient compte que des rapports de force, le Conseil européen a appelé la Turquie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre, de la Grèce et de la Bulgarie, et à apaiser les tensions en Méditerranée orientale. En vain, bien entendu...

Vers une nouvelle extension de l'UE, insuffisante au point de vue géopolitique

Jusqu'à fin mai, il était inconcevable pour la France, les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique, la Suède, l'Allemagne, le Portugal et l'Italie de donner sans conditions à l'Ukraine le statut de candidat à l'adhésion à l'UE. Le voyage de M. Macron,⁽⁶⁾ Scholz, Draghi et Johannis à Kiev le 16 juin et leur visite de la ville martyre d'Irpin ont changé la donne. L'avis positif de la Commission a été suivi pour l'Ukraine. La Moldavie et les Balkans occidentaux sont quelque peu mis de côté. La Géorgie semble oubliée, de même que la Macédoine du Nord, candidate depuis 2000, et que l'Albanie, candidate depuis 2014.

Les déboires mérités de M. Macron

En 2017, M. Macron avait éliminé la droite et la gauche, ne laissant subsister que le centre et l'extrême droite. Il a réédité ce scénario pour le deuxième tour des élections présidentielles, mais des législatures des 12 et 19 juin 2022 ont émergé trois blocs à l'Assemblée nationale, le centre, l'union de la gauche et l'extrême droite.⁽⁷⁾ M. Macron paie le prix de ses incohérences. Il insiste pour que l'UE mette en place une préférence européenne et pense à une stratégie européenne, industrielle et d'innovation, alors que, sous son premier mandat présidentiel, la France a multiplié les acquisitions de matériel américain.

M. Macron a appelé à consolider l'offre européenne de systèmes d'armes, dans les domaines terrestre, maritime, aérien, spatial et cyber, mais les projets franco-

allemands de systèmes de combat aérien et terrestre lancés en 2017 sont des échecs, tout comme la coopération franco-italienne dans le domaine naval. Dassault et Airbus se disputent la maîtrise d'œuvre du premier. Pour le second, KNDS, le groupement du français Nexter et de l'allemand KMW, n'est même pas arrivé à définir la gouvernance du projet, tandis que son concurrent Rheinmetall présente un prototype de char KF51 Panthère équipé d'un nouveau canon de 130 mm.

M. Macron estime que la boussole stratégique doit être un élément de cohérence, alors qu'elle n'est qu'une déclaration d'intention et qu'il n'a pas su faire adopter son plan de mise en œuvre.⁽⁸⁾

La récente présidence française de l'UE n'a pas permis à l'UE de faire des progrès significatifs, à cause de la distance considérable entre la réalité et la perception qu'il en a, entre ses discours et ses réalisations. M. Macron ne comprend pas que la Russie a déjà perdu la guerre, en ne parvenant pas, même de loin, à atteindre les objectifs initiaux de l'invasion, et que l'équilibre des forces géopolitiques qui a prévalu en Europe depuis la fin de la guerre froide est rompu. M. Macron persiste à vouloir discuter avec Poutine, sans rien obtenir, malgré les horreurs commises par les Russes en Ukraine, alors que celles-ci justifient la fin du régime de Poutine. Seule une défaite de l'armée russe permettrait l'émergence d'une démocratie et d'une armée partageant les valeurs européennes et donc un accord de paix durable pour l'Ukraine et un voisinage paisible pour nous. Il faut procéder comme ce fut fait en 1945 avec l'Allemagne nazie.

La guerre en Ukraine rend l'Allemagne plus réaliste et moins nationaliste

Les Allemands l'ont bien compris : 59% estiment qu'il faut s'opposer résolument à Poutine, car tant qu'il sera au pouvoir, il n'y aura pas de paix. Seuls 30% estiment qu'il faut entamer un dialogue avec lui. Les Allemands sont sévères envers l'UE : seuls 28% estiment qu'elle a été forte, 38% qu'elle a été faible, face à Poutine. En 2014, 41% voyaient la Russie comme un pays européen, 29% le pensaient pour l'Ukraine. Aujourd'hui, c'est 28% pour la Russie, 50% pour l'Ukraine. 45% sont pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, 29% contre. 32% sont favorables à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, soit près de 10% de plus qu'en février dernier. L'attitude ferme de la coalition au pouvoir est appréciée : les Verts progressent dans les intentions de vote de 4,5%, le SPD de 3%.

Les Allemands sont à 47% d'avis que l'Allemagne ne peut plus avoir d'influence internationale que dans le cadre de l'UE, 29% pensent le contraire. 29% des personnes interrogées sont en faveur d'un processus d'unification européenne plus rapide ; sont 18% en faveur d'un processus plus lent. 43% sont pour la création d'une armée européenne commune, 29% sont contre. En 2017, c'était 34% pour, 35% contre. En 2014, 33% voyaient l'UE comme une communauté économique, 37% comme une communauté politique. Aujourd'hui, c'est 33% pour l'économique, 44% pour la politique.⁽⁹⁾

L'Eurobaromètre va dans le même sens

Les domaines auxquels il faudra accorder la plus grande priorité en 2022 sont, pour 34% des Européens, la défense et la sécurité, pour 26% l'autonomie en matière d'approvisionnement énergétique, pour 24% la situation économique. 81% sont favorables à une politique de défense et de sécurité commune, 66% sont pour une défense conjointe du territoire de l'Europe, 73% sont d'accord pour que l'UE consacre davantage de fonds à la défense. Malheureusement, les élus européens restent sourds aux aspirations de leurs électeurs. Le dédagisme a donc de l'avenir.

Une Communauté politique européenne vide de sens...

En vue du Conseil européen des 23 et 24 juin, M. Macron a proposé d'établir une Communauté politique

européenne, pour réunir rapidement, ce que l'UE ne peut faire, les Etats européens qui partagent nos valeurs démocratiques et qui veulent contribuer à la sécurité, la stabilité et la prospérité de notre continent. Le président permanent du Conseil européen a parlé de Communauté géopolitique européenne et il a distingué ceux de l'UE, ceux des Balkans occidentaux, ceux du Partenariat oriental et divers autres, incluant l'Islande comme la Turquie. Il a envisagé comme modèles de coopération les programmes d'échanges d'étudiants Erasmus ou Horizon pour la recherche, ou encore les secteurs du transport et de l'énergie.⁽¹⁰⁾ Ces deux propositions ne sont pas soutenues par la République tchèque, qui a pris la présidence tournante de l'UE ce 1^{er} juillet.

... car l'Europe resterait désarmée

La dissuasion militaire reste essentielle. Or, la guerre en Ukraine a mis en lumière les insuffisances des armées de terre européennes. Elles doivent reconstruire, et ne pas mettre 5 ans pour le faire, de grandes unités blindées et chenillées, alliant la protection, la mobilité, la puissance, la rapidité et la précision du feu, la collecte et le traitement de l'information, en évitant les engins trop lourds et volumineux, comportant une défense antiaérienne et anti-drones, l'artillerie de campagne, le génie, l'appui logistique et médical. En outre, des armées de terre, les marines et les armées de l'air européennes doivent d'urgence remettre à niveau leurs stocks, en particulier de munitions. Idéalement, cet effort devrait être coordonné au niveau européen, mais les institutions actuelles, UE et OTAN, en sont incapables.

Le Parlement européen et la politique de sécurité et de défense commune

L'irréalisme du Parlement européen n'a pas de bornes. Il s'indigne de la limitation, inscrite dans le droit communautaire, de ses compétences en matière de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui l'empêche de contrôler une Commission de plus en plus active en ce domaine depuis la guerre en Ukraine.⁽¹¹⁾ Cette limitation théorique est renforcée par l'incurie de ce parlement : seuls son président et cinq députés européens, dont le président de la commission Affaires étrangères et quatre autres, désignés en conférence des présidents, peuvent avoir accès aux informations classifiées. En effet, peu nombreux sont les députés, leurs assistants et le personnel du Parlement qui détiennent une habilitation de sécurité suffisante et d'autre part, le Parlement ne dispose pas d'espaces protégés ni n'utilise une messagerie cryptée.

Considérations finales

L'agression de l'Ukraine par la Russie a montré que l'autonomie stratégique de l'Europe préconisée par M. Macron n'existe pas. Le Conseil atlantique l'a montré : le seul décideur en Occident est M. Biden. L'UE ne peut devenir un acteur politique, ni rendre à l'Europe un rang digne d'elle dans un monde multipolaire où démocraties et régimes autoritaires se font face. C'est pourquoi nous avons besoin d'une constitution fédérale pour les Etats-Unis d'Europe, d'un Parlement européen élu en respectant le principe d'égalité entre Européens et disposant de la plénitude des attributions d'une assemblée parlementaire, d'un Sénat représentant valablement les Etats membres, d'un président et d'un gouvernement responsable devant ce Parlement, d'un pouvoir judiciaire fédéral allant au-delà de la Cour et du Tribunal de Luxembourg, d'une représentation internationale plus crédible que le Service européen d'action extérieure, car appuyée sur une défense européenne fédérale, et d'un budget fédéral de 20 à 30% du PIB, pour conforter l'euro et relancer notre économie après la pandémie et la guerre en Ukraine.

La Société européenne de défense AISBL (S€D) travaille sans relâche à l'adoption d'une constitution fédérale pour les Etats-Unis d'Europe. N'hésitez plus à la soutenir.

1) Voir AFP, "Was Deutschland an schweren Waffen versprochen hat" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15. Juni 2022 <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/was-deutschland-der-ukraine-an-schweren-waffen-versprochen-hat-18104101.html> et sn, "Militärische Unterstützungsleistungen für die Ukraine", 21. Juni 2022 <https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/krieg-in-der-ukraine/lieferungen-ukraine-2054514>.

2) Voir Serge Enderlin, «La Russie a cessé d'être un pays que l'on peut traiter normalement» in *Le Monde*, 6 juillet 2022 https://www.lemonde.fr/international/article/2022/07/06/la-russie-a-cesse-d-etre-un-pays-que-l-on-peut-traiter-normalement_6133586_3210.html.

3) Voir *Seventh progress report on the implementation of the common set of proposals endorsed by EU and NATO Councils on 6 December 2016 and 5 December 2017*, Brussels, European Council, 20 June 2022 https://www.consilium.europa.eu/media/57184/eu-nato-progress-report.pdf?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=EU+NATO+coop+3a+seventh+progress+report.

4) Voir Thomas Gutschker, "Last-Minute-Diplomatie vor Treffen der NATO" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 27. Juni 2022 <https://www.faz.net/aktuell/politik/nato-erweiterung-durchbruch-in-verhandlungen-18133013.html>.

5) Voir sn, «L'Ukraine rejoint l'Initiative des trois mers» in *Vizegrad Post*, 22 juin 2022 <https://vizegradpost.com/fr/2022/06/22/ukraine-rejoint-linitiative-des-trois-mers/>.

6) M. Macron n'est pas parti les mains vides : il va fournir à l'Ukraine six canons automoteurs Caesar de 155 mm, en plus des douze déjà livrés.

7) Voir Abel Mestre, "Élections législatives 2022 : la recomposition politique se confirme" in *Le Monde*, 11 juin 2022 https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/06/11/elections-legislatives-2022-la-recomposition-politique-se-confirme_6129798_823448.html.

8) Voir le discours inaugural du salon Eurosatory à Villepinte, 13 juin 2022 <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-19745-fr.pdf>.

9) Thomas Petersen, "Mehrheit wünscht sich ein starkes Europa" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22. Juni 2022 <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-zu-ukraine-krieg-wunsch-nach-starkem-europa-18117629.html>.

10) Voir Nicolas Gros-Verheyde, "La future communauté géopolitique européenne : but, contenu et fonctionnement" in *Bruxelles2*, 16 juin 2022 https://club.bruxelles2.eu/2022/06/decryptage-la-future-communaute-geo-politique-europeenne-but-contenu-et-fonctionnement/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2_16/6/2022.

11) Voir Carolyn Moser, Steven Blockmans, *The extent of the European Parliament's competence in Common Security and Defence Policy*, Brussels, European Parliament, June 2022 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702559/EXPO_IDA\(2022\)702559_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702559/EXPO_IDA(2022)702559_EN.pdf).